

La Cour des comptes n'est pas tendre avec le budget fédéral

Le gouvernement fédéral emmené par Charles Michel (MR) a reçu vendredi soir en pleine figure le rapport de la Cour des comptes sur le budget 2015. Voilà qui donne en tout cas du grain à moudre aux syndicats qui feront monter la pression sur l'équipe Michel jusqu'au 15 décembre, date de la grève générale.

La Cour pose en effet des questions sur de nombreuses mesures annoncées par le gouvernement "suédois".

Ce qui est particulièrement pointé par la Cour concerne le manque d'informations récurrent pour qu'elle puisse tester les projets annoncés par le gouvernement. Le problème serait identique pour tout ce qui concerne les recettes prévues par l'attelage fédéral.

Il est encore spécifié dans ce rapport que la plupart des départements fédéraux n'auront pas assez de trésorerie pour financer les dépenses prévues. Si on prend l'exemple du département de la défense, certaines mesures seraient trop

peu détaillées. Il en est de même, selon la Cour des comptes, du département de la justice.

75

MILLIONS D'EUROS

La lutte contre la fraude fiscale ne rapporterait que 75 millions d'euros.

gouvernement annonce 30 millions d'euros de recettes issues de ce qu'il appelle dans son budget "les correc-

En matière de lutte contre la fraude fiscale, une recette supplémentaire de 75 millions d'euros manquera de clarté, selon l'analyse de la Cour. Signalons encore que le gouvernement annonce 30 millions d'euros de recettes issues de ce qu'il appelle dans son budget "les corrections de la lutte contre les commissions secrètes" alors que le SPF Finances prévoit dans ce dossier un surcoût de 113 millions d'euros.

Peu mesurable

Le gouvernement veut abroger les "amendes monstres" de 309% fortement décriées par le monde des entreprises. Ces projets rendent, selon la Cour des comptes, le nouveau régime "par essence" moins sévère, ce qui rend une augmentation des recettes "peu plausible".

Autre divergence importante: le montant que doivent rapporter les décisions en matière de contribu-

tion du secteur financier. Alors que le SPF Finances estime que les recettes approcheraient les 10 millions d'euros, le gouvernement envisage un montant 10 fois plus élevé (100 millions d'euros), même si ces revenus moins importants sont totalement compensés par d'autres recettes en hausse comme la réforme des bonis de liquidation.

Une des mesures phares décidées par les coalisés fédéraux et qui a déjà fait couler pas mal d'encre, laisse poindre un certain malaise puisque les impacts du saut d'index ne peuvent être vérifiés. "Sur base de l'information reçue, la Cour des comptes n'est pas en état de juger l'impact budgétaire de ces mesures". Une remarque qui est également formulée en matière de hausse des accises sur le tabac.

Du côté de l'opposition, le groupe Ecolo-Groen a réagi vertement, dénonçant un budget "mal ficelé et injuste. Ce rapport pointe de manière cinglante l'austérité aveugle et sauvage du gouvernement fédéral qui a insuffisamment approvisionné ses départements pour leur permettre d'exercer correctement leurs missions. On constate que le gouvernement est plus précis et concret avec le portefeuille des citoyens qu'avec les banques et la lutte contre la fraude fiscale", expliquent Kristof Calvo (Groen) et Jean-Marc Nollet (Ecolo).

S.Ta.

Une des mesures qui a déjà fait couler pas mal d'encre laisse poindre un certain malaise puisque les impacts du saut d'index ne peuvent être vérifiés.